

CATS ATTAQUE!



COMITÉ AUTONOME DU TRAVAIL DU SEXE

Whacko

Contenu

- 3 Montreal, *whoreganize!*
- 15 Travail du sexe, lois et criminalisation
Un survol de 4 différents modèles légaux
- 19 En grève du travail du sexe contre les violences
Entretien avec Cari Mitchell du *English Collective of Prostitutes*

2

<i>Couverture</i>	Jesse Dekel
<i>Rédaction, traduction et révision</i>	Adore Goldman Melina May Dayana Morgan Jesse Dekel
Un merci spécial à tous nos ami.e.s allié.e.s qui nous ont aidé dans ce processus	
<i>Photographies</i>	Mycoze
<i>Dessins</i>	Charlotte Harley
<i>Mise en page</i>	Melina May

Montréal, whoreganize !

Comme bien d'autres, la pandémie nous a beaucoup isolé.e.s en tant que travailleuse.eur.s du sexe (TDS). Les agences, les bars de danseuses et les salons de massage ont été pour la plupart fermés depuis le premier confinement; il n'existe plus aucun lieu physique qui ressemblerait à un milieu de travail. Beaucoup d'entre nous ont essayé tant bien que mal d'offrir nos services de manière virtuelle, quelques minutes de temps à autre quand nos clients peuvent prendre un *break* de la vie quotidienne. La plateforme *Onlyfans* a connu une hausse fulgurante d'abonné.e.s passant de 7,9 millions en 2019 à 85 millions un an plus tard¹. Plusieurs TDS se sont recyclé.e.s dans d'autres domaines, saisissant l'occasion de faire la formation accélérée de préposé.e aux bénéficiaires ou prêtant main-forte au système de santé et des services sociaux. Certain.e.s, après une pause ou non, ont recommencé à voir des clients, faisant de leur mieux pour réduire les risques de transmission de la COVID-19, n'ayant pas d'autres alternatives. Il y en a qui ont pris des arrangements exclusifs avec des clients, mais cela se termine souvent mal. Les limites deviennent floues: ils nous prennent pour des petites amies, essaient de repousser nos limites et de s'approprier notre temps, commencent à renégocier le port du condom, etc.



1. Axel Tardieu. (2020). *Elles posent nues sur Internet pour payer leurs études*, ICI Alberta, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1762202/etudiants-onlyfans-internet-pornographie-chomage>

Comme si ce n'était pas assez de risquer sa santé pour un gagne-pain, les attaques ont fusé de toutes parts: la panique morale autour de la pornographie s'est intensifiée aux États-Unis, rendant plus difficile le travail de publiciser ses services en ligne et de percevoir des paiements par Internet²; plusieurs d'entre nous n'ont pas eu accès à la *Prestation canadienne d'urgence* (PCU). Qui plus est, le gouvernement du Québec a prolongé le couvre-feu instauré le 9 janvier, rendant la répression toujours plus présente dans nos vies, particulièrement pour ceux dont le travail se fait dans l'espace public. Ainsi, ici comme ailleurs, aucune politique de santé publique gouvernementale ne s'est intéressée à notre sécurité et à notre santé durant la pandémie puisque nous ne sommes pas reconnues comme des travailleuses. Chose certaine, nous travaillons toujours, mais dans des conditions encore plus précarisantes qu'auparavant et de plus en plus seul.e.s. Autrement dit, le pouvoir collectif qu'il est possible d'avoir en s'organisant se retrouve sapé, au moment même où nous en avons le plus besoin. Malgré la présence de communautés en ligne, nous n'avons pas, à toute fin pratique, de lieu pour nous rassembler, discuter de nos conditions de travail et de leur amélioration.

4 Le *Comité autonome du travail du sexe* (CATS) est un projet d'organisation politique autonome initié par des TDS basé.e.s à Montréal à l'automne 2019, quelques mois à peine avant que la COVID-19 nous force à nous confiner. Évidemment, tout a été chamboulé. Lors du premier confinement, nous pensions pouvoir attendre que ça passe; il nous semblait impossible de pouvoir nous mobiliser à court terme. À présent, nous voyons bien que nous n'avons plus le choix et que nous allons devoir user de créativité. Après plusieurs rencontres Zoom et un atelier dans un coin de parc, quand c'était encore possible, nous avons décidé d'écrire ce texte pour jeter les bases sur lesquelles nous souhaitons nous organiser, pour définir ce que serait un mouvement autonome de TDS.

2. *SESTA (Stop Enabling Sex Traffickers Act)* et *FOSTA (Fight Online Sex Trafficking Act)* sont deux projets de loi adoptés aux États-Unis en février et mars 2018, dont l'objectif est, soi-disant, de lutter contre le trafic sexuel. En vertu de ces deux lois, les plateformes web, comme Facebook, Twitter, Tumblr, Craigslist, Backpage peuvent désormais être accusées de trafic sexuel pour le contenu publié. Ainsi, du jour au lendemain, des centaines de TDS ont vu leur revenu et leur sécurité menacés par la fermeture d'espaces web. Plusieurs TDS dénoncent également que des plateformes comme Paypal ou même leur banque ferment leur compte sans avertissement quand elles découvrent leurs activités. Pour en savoir plus: Jesse and PJ Sage. (2020). *Episode 78: Porn Performers Talk Pornhub and Payment Processing*, <https://bit.ly/386D0cy>

En décembre 2020, suite à un article sensationnaliste paru dans le *New York Times* exposant la présence de vidéos de mineurs et d'actes non-consentants sur Pornhub, Visa et Mastercard ont cessé de prendre en charge les paiements sur cette plateforme. Plusieurs TDS ont dénoncé le fait que cette mesure n'affectera pas le géant du divertissement pour adultes, basant ses revenus exclusivement sur la publicité, mais affectera directement le revenus de ceux qui vendent leur contenu sur cette plateforme. Les liens entre la campagne anti-Pornhub et la droite religieuse américaine ont aussi été vivement dénoncés par la journaliste et ex-TDS, Mélissa Gira Grant. Pour en savoir plus: Melissa Gira Grant. (2020). *Nick Kristoff and the Holy War on Pornhub*, <https://bit.ly/3ba6w2V>

Autonome de qui et pourquoi?

Depuis nos premiers appels à s'organiser, une question revient sans cesse: «*Pourquoi créer une nouvelle organisation quand il existe déjà des organismes communautaires pour défendre nos droits ? Ces organisations qui existent depuis des années ne sont-elles pas les mieux placées pour parler au nom de nous tou.te.s ?*» Établissons d'abord que la création de comités autonomes ne vise aucunement à remplacer ou à éliminer quelque organisation ni à critiquer des individus en particulier. Toutefois, nous pensons que les discussions sur les modes d'organisation et les structures en place dans un mouvement ne peuvent être que bénéfiques à la lutte. En créant un comité autonome, nous souhaitons former un espace où la mobilisation et l'action collective sont des priorités, car nous pensons avoir beaucoup à gagner, nous et nos collègues, à nous organiser politiquement.

Depuis leur création dans les années 1990, les organisations canadiennes de TDS - comme beaucoup d'autres d'ailleurs - ont toujours oscillé entre la prestation de services et l'action collective pour obtenir des changements politiques, tant au niveau des lois que des politiques de santé publique. Les discussions sur la tension entre services et action collective sont d'ailleurs revenues dans nos discussions au CATS dans la dernière année. Le temps et l'énergie étant des ressources limitées, nous pensons que de poser cette question au début de la formation d'un groupe politique est essentiel. Ce débat était déjà présent à la fondation de la *Canadian Organization for the Rights of Prostitutes* (CORP) en 1983 raconte Danny Cockerline, militant gai, travailleur du sexe et membre fondateur du CORP:

À ses débuts, la CORP consacrait toute son énergie à faire du lobbying auprès des politiciens, des gouvernements, des médias, des forces policières, etc. afin d'obtenir leur soutien à la décriminalisation de la prostitution. En 1985, Peggie et Chris ont formé un groupe pour démarrer un projet d'entraide. L'idée étant que la CORP ne réussirait que si un plus grand nombre de personnes prostituées s'engageaient; or, ce n'est qu'une fois leurs besoins fondamentaux satisfaits qu'elles seraient en mesure de consacrer du temps de travail politique.³

Ce nouveau projet s'appelait Maggie's et est encore actif à Toronto. Toutefois, l'idée de créer de nouveaux services divisait les personnes qui militaient dans la CORP selon Cockerline

3. Danny Cockerline, «Whores History: A Decade of Prostitutes Fighting for their Rights in Toronto», *Maggie's Zine*, n 1, hiver 1993-1994, Toronto, *Maggie's: The Toronto Prostitutes' Community Service Project*, p. 22-23. Traduit de l'anglais par Sylvie Dupont, dans *Luttes XXX, Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe*, 2011, Les Éditions du remue-ménage.

puisque «*plusieurs craignent de se retrouver avec un autre service social auquel les personnes prostituées s'adresseraient pour obtenir de l'aide plutôt que de se joindre à nous pour créer un mouvement de défense de nos droits*»⁴. Depuis, la CORP a cessé ses activités et Maggie's continue d'offrir ses services. Mais on constate que l'idée initiale de servir de lieu de formation aux TDS afin qu'ils se mobilisent est de moins en moins présente dans les organisations de TDS. Sarah Beer, chercheuse sur les droits des TDS au Canada est d'ailleurs critique face à ce modèle:

*Le financement formalise les structures organisationnelles, mais tend aussi à bureaucratiser la mobilisation. Les services de outreach [les pratiques de recrutement de l'organisme] peuvent être restreints à certains critères (ex: un financement peut être donné seulement pour faire du outreach dans la rue et pas des les lieux intérieurs). [...] En conséquence, les TDS doivent s'organiser sur plusieurs fronts.*⁵



6

À l'instar de Sarah Beer, nous pensons que si les revendications et les moyens de pression sont relayés au second plan dans les organismes qui nous défendent, c'est entre autres dû aux exigences de ces structures, à commencer par celles de leurs bailleurs de fonds, et de la bureaucratie qui en découle: les rapports d'activité et la reddition de comptes, les demandes de financement, les plans d'action, la gestion de personnel et toute la paperasse administrative qui vient avec. Bref, il n'est pas étonnant qu'il ne reste plus tellement de temps pour mobiliser ceux qui ne le sont pas déjà!

4. Idem

5. Sarah Beer. (2018). «Action, advocacy and allies: Building a movement for sex workers right», *Red light labor: sex work regulation, agency and resistance*. p.332

Traduction libre de: Funding formalizes organizational structures but tends to bureaucratize mobilization. The outreach services that are provided can be restricted based on funding criteria (e.g., funding might give money only to do street-based, not indoor, outreach). [...] As a consequence, sex workers need to organize on multiple fronts.

Les premiers financements d'organismes de TDS ont été accordés dans le cadre de la lutte contre le VIH.⁶ Bien sûr, on peut être empathique au fait qu'à une époque, les TDS, comme les populations LGBTQIA+ et les utilisateur.rice.s de drogues, ont voulu créer leur propre service de santé afin de lutter contre une épidémie qui décimait leurs communautés, devant l'indifférence des gouvernements. Toutefois, comme Sarah Schulman, activiste d'Act-Up et écrivaine, le fait remarquer, ces organisations sont souvent réappropriées par les gouvernements pour sous-traiter à moindre coût un travail qui leur revient:

La différence entre prestation de services et activisme est devenue floue. Les personnes pauvres sont fortement dépendantes des organisations étatiques, qui génèrent une surveillance accrue [...]. La vie m'avait prouvé que les activistes obtenaient des changements politiques, puis que la bureaucratie les mettait en œuvre. À une époque comme la nôtre, dépourvue de réel activisme, il ne restait plus que la bureaucratie.⁷

La bureaucratie des organisations communautaires fait qu'il est difficile d'avoir des espaces larges pour discuter des solutions à apporter et se mobiliser pour défendre nos droits. C'est pourquoi nous pensons qu'il est temps de s'organiser sur des bases autonomes.

Encore faut-il définir les bases d'une telle organisation. C'est ce que nous tenterons de faire ici. Bien sûr, il s'agit d'un travail en construction et ces principes sont toujours à réactualiser. Ajoutons aussi que les militantes du CATS ont des points de vue et des expériences de travail qui varient. Ces principes nous servent donc de base commune d'abord au plan théorique et ensuite, au plan organisationnel.

6. À Montréal, l'organisme Stella est né d'un comité consultation du Centre d'étude sur le SIDA sur lequel siégeait entre autres le Projet d'intervention auprès des mineurs prostitués (PIAMP) et l'Association Québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe (AQTS). Le projet se voulait l'organisation sœur de Maggie's, qui avait reçu son premier financement quelques années plus tôt de la Direction de la santé publique de la ville de Toronto. Claire Thiboutot. (1994). *Allocution: appui au projet Stella*, Montréal, Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe (AQTS) et Danny Cockerline, «Whores History: A Decade of Prostitutes Fighting for their Rights in Toronto», Maggie's Zine, n 1, hiver 1993-1994, Toronto, Maggie's: The Toronto Prostitutes' Community Service Project, p. 22-23. Traduit de l'anglais par Sylvie Dupont dans *Luttes XXX, Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe*, 2011, Les Éditions du remue-ménage, p. 48 à 52

7. Sarah Schulman. (2018). *La gentrification des esprits: témoignage d'un imaginaire perdu*. p. 16

Principes théoriques:

1- La reconnaissance du travail du sexe comme un travail et la nécessité de le décriminaliser pour obtenir les mêmes droits du travail que les autres travailleuse.eur.s;

Nous pensons que le travail du sexe est un travail et que les TDS sont des travailleuse.eur.s. Plus encore, nous pensons que le travail du sexe appartient à une catégorie de travail spécifique, sous-valorisé: le travail reproductif.

Théorisé par les féministes du mouvement du salaire au travail ménager (*Wages for Housework*), on définit le travail reproductif comme étant l'ensemble du travail nécessaire à l'entretien et au renouvellement de la force de travail: tâches domestiques, soins aux enfants et aux aîné.e.s, réponse aux besoins émotionnels, physiques et sexuels de la personne salariée. Ce travail a traditionnellement été pris en charge par les femmes au sein de la famille hétérosexuelle pour que les hommes puissent être frais et disposés à aller travailler. En l'occurrence, si ces formes de travail se sont complexifiées avec l'entrée des femmes sur le marché du travail salarié, elles n'ont pas disparu et sont de plus en plus prises en charge par des femmes racisées, suivant la division internationale du travail, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Dans les années 1970, les militantes pour un salaire au travail ménager ont souligné l'apport de ce travail, largement féminisé, au capitalisme et ont mis de l'avant l'importance de se percevoir comme travailleuses pour lutter contre celui-ci. Comment pourrait-on se mettre en grève et refuser ce travail si on ne peut pas le nommer comme tel? D'ailleurs, il existait déjà à l'époque des liens entre les TDS et les ménagères en lutte pour un salaire⁸. En 1977, Margo St James, TDS et fondatrice du groupe *Call Off Your Old Tired Ethics* (COYOTE), fût invitée par la branche torontoise de *Wages for Housework* à un forum sur la décriminalisation du travail du sexe. Lors du discours d'ouverture, le collectif affirmait: « *En tant que femmes, notre pauvreté ne nous laisse pas beaucoup le choix. Les putains le font pour l'argent en espèce, et les autres femmes, un toit au-dessus de la tête ou une sortie*⁹.»

Toutefois, en plus d'être dévalorisé, le travail du sexe est également criminalisé. Cette criminalisation est un excellent moyen pour ceux qui s'approprient notre travail d'en

8. Voir *Wages for Housework*. (1977). «Housewives & Hookers Come Together», *Wages for Housework Campaign Bulletin*, vol. 1, no 4, Traduit de l'anglais par Sylvie Dupont dans dans *Luttes XXX, Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe*, 2011, Éditions du remue-ménage.

9. Idem

contrôler les conditions, que ce soit un patron en chair et en os ou une plateforme en ligne. En effet, il est impossible pour nous d'avoir accès aux protections minimales normalement garanties aux travailleur.euse.s. Ces conditions sont la source de soucis quotidiens, allant des difficultés à être payé.e.s à l'impossibilité de dénoncer la violence des clients et des employeurs par des mécanismes légaux. Bien sûr, nous savons que le fait que notre travail soit légal ne peut, à lui seul, nous garantir des conditions de travail décentes, comme c'est le cas pour les secteurs légaux de l'industrie du sexe tels que la pornographie ou les bars de danseuses. La poursuite de la décriminalisation du travail du sexe n'est donc pas une fin en soi, mais plutôt une première étape pour se munir de moyens afin d'obtenir de meilleures conditions de travail. Nous pensons qu'en nous organisant dès maintenant en comités autonomes pour la décriminalisation, ces comités pourront servir de base à l'organisation de nos milieux de travail.

DECRIMINALIZATION DÉCRIMINALISATION

2. *La reconnaissance que le travail du sexe prend place dans un système capitaliste, néo-colonial et cis-hétéro-patriarcal; la reconnaissance que les femmes, les personnes racisées, les personnes trans/queer/non-conformes dans le genre, les personnes migrantes et celles en situation de handicap sont surreprésentées dans le travail du sexe, en raison notamment des barrières à l'emploi et à de bons emplois dans le système capitaliste;*

Le contexte dans lequel prend place le travail du sexe est souvent ignoré par ceux qui s'indignent que des femmes soient forcées de «vendre leur corps». Nous partons plutôt du principe que tou.te.s les travailleur.euse.s vendent leur corps¹⁰ - cela nous semble être un point de départ plus intéressant dans la lutte pour de meilleures conditions de travail et de vie. En d'autres mots, partir du point de vue comme quoi le travail devrait être émancipateur et exempt d'exploitation nous semble être un piège à éviter.

10. La question de la «vente du corps» fait débat même au sein du mouvement des TDS. D'un côté, il est défendu qu'on ne vend pas vraiment son corps, mais plutôt un service ou sa force de travail. Le *Girlfriend Experience* en est un exemple. De l'autre côté, on argumente que la vente du corps est présente dans tous les domaines, que ce soit la construction, le sport professionnel ou même le travail de bureau, et que tous ces travaux usent le corps d'une façon ou d'une autre. Cette perspective permet aussi de comprendre comment la performance de genre est attendue dans certaines industries, comme l'industrie du sexe, de la restauration ou de la mode par exemple. Qu'on parte d'un point de vue ou de l'autre, le travail du sexe n'est pas fondamentalement différent à cet égard.

L'industrie du sexe, comme bien d'autres, est remplie d'exploitation, de violences sexistes et racistes. Toutefois, peu d'entre nous sommes en position de refuser ce travail individuellement, car la réalité est que nous devons mettre du pain sur la table et payer nos loyers. La plupart d'entre nous sont TDS parce que c'est la meilleure ou la moins pire des options qui s'offrent à nous dans le contexte.

On le voit pendant la pandémie. Au Canada, les statistiques démontrent que les pertes d'emploi ont touché plus durement les femmes que les hommes¹¹. Aux États-Unis, des rapports démontrent que les femmes racisées ont 1,5% plus de chances de perdre leur emploi à cause de la COVID que les hommes blancs de plus de 20 ans¹². Au Canada, les personnes racisées et autochtones ont toujours un taux de chômage plus élevé que les personnes blanches, particulièrement les femmes autochtones¹³. C'est aussi vrai si vous êtes discriminé.e.s en emploi, que ce soit parce que vous êtes une personne racisée, trans ou handicapée. Le marché de l'emploi est stratifié par la classe, la race et le genre et ce n'est pas un hasard si ces personnes se trouvent surreprésentées dans le travail du sexe.

10

Dans ce contexte, quelles options s'offrent aux TDS qui souhaitent quitter l'industrie? Se retrouver derrière la caisse d'une épicerie ou dans un CHSLD à donner des soins? Non seulement ces options ne réduisent pas les risques d'être exposé.e.s au virus, mais en plus, la probable diminution de revenus fera en sorte qu'il faudra donc travailler davantage, tout en perdant de la flexibilité. Cette flexibilité est désirée et même vitale pour plusieurs, notamment, les mères monoparentales, les personnes aux études ou encore celles ayant un handicap ou une maladie chronique, par exemple. De plus, ces alternatives, souvent précaires et mal rémunérées, ne sont pas exemptes d'exploitation et de violences.

Nous vivons également dans un contexte où il existe une division internationale du travail. La définition conventionnelle de la division internationale du travail se rapporte au déplacement de la production industrielle des pays du Nord vers les pays du Sud, où les salaires et protections des travailleuses et des travailleurs sont moindres. Plusieurs féministes ont cependant démontré l'importance du travail exporté des pays du Sud vers les pays du Nord, notamment celui du travail de reproduction des femmes¹⁴. On le voit

11. Radio-Canada. (2020). *3 millions d'emplois perdus au Canada depuis le début de la pandémie*, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1701093/coronavirus-chomage-avril-canada-perse-emplois>

12. Catalyst, Workplace that Work for Women. (2020). *The Detrimental Impact of COVID-19 on Gender and Racial equality: Quick Take*, <https://bit.ly/2MENOSO>

13. Idem

14. Sarah Farris. (2017). «Les fondements politico-économiques du fémonationalisme» dans *Pour un féminisme de la totalité*, Éditions Amsterdam, Période, p.189-210

par l'importante proportion de travail dit essentiel qui est pris en charge par les femmes immigrantes, notamment dans les hôpitaux, les garderies et les CHSLD. Ces emplois se font souvent par le biais d'agences de placement, permettant de dérégulariser le travail et, pour les employeurs, d'offrir des conditions de travail médiocres. Ce sont également des emplois généralement temporaires associés à un statut d'immigration précaire qui mettent les personnes qui y travaillent à risque de déportation, comme cela a été souligné par les mouvements des travailleuse.eur.s migrant.e.s durant la pandémie¹⁵.

Des logiques similaires s'opèrent dans l'industrie du sexe, notamment dans les bars de danseuses où les travailleuses sont souvent considérées comme des travailleuses indépendantes plutôt que des salariées. Toutefois, on tient souvent pour acquis que les femmes qui migrent et qui travaillent dans l'industrie du sexe sont victimes de trafic sexuel. Ce discours ne tient pas compte du rôle que jouent les frontières et les politiques migratoires dans ce processus. En effet, beaucoup sont contraint.e.s d'accepter des conditions de travail terribles à cause d'un statut migratoire précaire, et ce dans toutes les industries, pas seulement celle du sexe comme le laissent entendre certaines organisations anti-prostitution.

Principes d'organisations:

1- L'auto-représentation des travailleuse.eur.s du sexe et leur droit de parler chacun.e de leur réalité et l'auto-organisation non-hiérarchique qui permet la mise en oeuvre de réponses et d'actions directes;

Le principe du «par et pour» a façonné les façons de faire des mouvements de TDS. Dès ses débuts, on remarque la volonté de placer les travailleur.euse.s au centre des luttes pour se détacher des intérêts de ceux qui veulent soi-disant les sauver. Toutefois, cela ne signifie pas que chaque TDS peut parler au nom de ses collègues et qu'aucun rapport de pouvoir ne traverse nos espaces de travail et d'organisation. Les rapports de race, de classe et de genre y sont aussi présents, et le fait d'avoir une seule porte-parole, d'autant plus lorsqu'elle est salariée, ne fait que cristalliser ces rapports de pouvoir.

Bien sûr, c'est un enjeu pour plusieurs de prendre la parole quand on fait face à la criminalisation et à la stigmatisation. Mais nous pensons qu'il existe des façons de contourner ces obstacles avec un peu de créativité. S'organiser en comités ouverts, avec une structure souple, permettra déjà de discuter des revendications à mettre de l'avant en

15. Dan Spector. (2021). *Quebec Curfew making life even harder for undocumented workers doing essential jobs: Protesters* : <https://bit.ly/2NNMWAY>

fonction du contexte et de pouvoir rapidement se réorienter. En temps de pandémie où le contexte change rapidement, cette formule permettra aux personnes qui s'impliquent de mettre de l'avant les revendications qui feraient vraiment une différence dans leur vie.

Nous souhaitons créer un espace ouvert à l'ensemble des TDS en accord avec les principes de base du CATS, où on peut autant discuter des façons de s'organiser, des revendications, que des actions à mener pour obtenir des gains, sans lourdeur bureaucratique. Nous souhaitons aussi que ce soit un espace où les personnes qui s'impliquent aient un plus grand contrôle sur la lutte.

Mais tous ces principes ne seront que vœux pieux si on n'y attache pas des pratiques concrètes. C'est pourquoi la rotation des tâches à l'intérieur du groupe nous semble un élément essentiel à la fois pour éviter qu'un pouvoir informel ne se crée en attribuant à une seule personne la réalisation des tâches les plus sexy que pour éviter que les mêmes personnes ne se retrouvent à faire les tâches moins valorisées, mais essentielles. Bien qu'il serait plus facile de tout déléguer à une personne compétente, nous pensons qu'à long terme, nous avons beaucoup plus avantage à nous prendre en charge, à apprendre à tout faire ensemble, sans rendre personne indispensable.

12

2- La mobilisation de nos collègues dans nos milieux de travail est la base de l'organisation vers de meilleures conditions;

Dans presque tous les secteurs de l'industrie du sexe, on entend souvent qu'il est bien mieux de travailler à son compte et que c'est un signe d'*empowerment* d'être son propre patron. La pandémie a exacerbé la tendance actuelle à démanteler nos milieux de travail, et ce, au désavantage des travailleuse.eur.s les plus précaires. Loin d'améliorer les conditions de tou.te.s, l'indépendance dans le travail nous précarise et surtout, nous éloigne de nos collègues. Qui plus est, nous sommes dépendant.e.s de plateformes qui nous mettent en compétition les un.e.s contre les autres et qui prennent une partie de notre salaire.

Cette tendance n'est pas seulement présente dans l'industrie du sexe et on peut parler en quelque sorte d'une *uberisation* du travail du sexe. L'année dernière, des strip-teaseuses de Londres ont célébré la victoire légale qui leur reconnaissait le statut d'employées de leur club,¹⁶ à l'instar des livreur.se.s français.e.s de Deliveroo qui avaient réussi à faire

16. Strippers union United Voices of the World, Decrim Now. (2020). *Strippers Union United Voices Of the World (UVW) Wins Landmark Legal Victory Proving Strippers Are 'Workers', Not Independent Contractors*, <https://bit.ly/2NWXG2jp>

condamner l'entreprise pour «travail dissimulé»¹⁷ et des chauffeur.se.s d'Uber qui ont obtenu le droit de se syndiquer¹⁸.

Il est donc parfois difficile de savoir quel est notre milieu de travail et qui sont nos collègues, d'autant plus que plusieurs travaillent sur différentes plateformes. C'est pourquoi nous pensons qu'avoir un comité large accueillant tou.te.s les TDS et qui ne nous divise pas en fonction du type de travail que nous exerçons est plus judicieux. Cette façon de faire permet de contrer cette tendance à la uberisation qui nous isole. De plus, cela nous empêche de tomber dans le piège de la *whorearchy*, terme qui désigne la hiérarchisation entre les différentes formes du travail du sexe. Cette hiérarchisation est construite en fonction de la proximité au client. Ceux qui travaillent uniquement sur Internet sont donc moins stigmatisé.e.s et criminalisé.e.s et ceux qui performant des services complets le sont plus.



3- L'autonomie vis-à-vis des institutions gouvernementales et autres bailleurs de fonds institutionnels;

Nous l'avons dit plus haut, le financement nous semble être un des éléments qui apporte une grande lourdeur bureaucratique aux organisations communautaires. Ce financement nous éloigne également des activités auxquelles nous souhaitons nous consacrer, c'est-à-dire mobiliser nos collègues et mener des actions pour améliorer nos conditions de travail. Ce financement nous semble aussi contraire au principe du «par et pour» puisqu'il donne à l'État et aux fondations privées une grande latitude pour contrôler nos activités.

En ce sens, nous pensons que se détacher de ces bailleurs de fonds est essentiel à l'atteinte de nos objectifs et que nous ne devrions pas sacrifier notre autonomie pour obtenir des fonds. Nous pensons que la recherche d'argent devrait se limiter à la réalisation des projets et des actions visant à poursuivre nos objectifs politiques.

La crise: une occasion de réinventer la lutte!

La crise actuelle est inévitablement un moment de restructuration. La pandémie nous isole et nous précarise, mais elle est peut-être aussi le moment de réinventer notre mouvement

17. Catherine Abou Al Kair. (2020). *Livraisons : La condamnation de Deliveroo pour travail dissimulé peut-elle faire tache d'huile ?* <https://bit.ly/2Okz51a>

18. CBC News. (2019). *300 GTA Uber Black drivers unionize as city mulls regulatory overhaul*, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/uber-drivers-union-ufcw-toronto-1.5190766>

et de s'organiser, comme ce fût le cas avec l'épidémie du VIH. Malgré toutes les difficultés au niveau de la mobilisation, c'est l'occasion d'user de créativité et de repenser nos stratégies.

C'est d'ailleurs ce contexte qui a fait émerger de multiples grèves de strip-teaseuses à Portland et à Chicago pour revendiquer la fin des discriminations raciales envers les personnes noires dans leur club à l'été 2020¹⁹. Selon Cat Hollis, organisatrice de la grève, c'est la fermeture des clubs à cause de la COVID-19 qui a permis à la grève de s'organiser lors de la réouverture des établissements à la fin de la première vague²⁰.



Nous souhaitons, nous aussi, canaliser toute la colère et le désespoir que nous inspire la situation actuelle dans la création d'un mouvement de TDS fort afin de faire des gains politiques qui auront des impacts sur nos vies. La pandémie exacerbe certes les inégalités, mais nous souhaitons également en faire un moment de solidarité et de luttes pour de meilleures conditions de travail et de vie. On dit que seule la lutte paie, et nous pensons que ce n'est pas seulement des poches de nos clients que doit venir cette paie, mais également de celles de l'État duquel nous devons extraire les protections sociales qui nous sont dues en temps de crise, et plus encore, la reconnaissance du statut de travailleuse.eur.s!

14



19. Pour en savoir plus: Haymarket Pole Collective. (2020). *Press coverage*, <https://www.haymarketpole.com/press>
20. Tess Riski (2020). *A Labor Movement Demands Better Treatment for Portland's Black Strippers*, <https://www.wweek.com/news/2020/06/16/a-labor-movement-demands-better-treatment-for-portlands-black-strippers/>

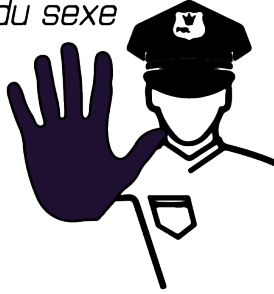
TRAVAIL DU SEXE, LOIS ET CRIMINALISATION

un survol de 4 différents modèles légaux

CRIMINALISATION

CRIMINALISE tous (complète) ou certains (partielle) aspects de l'industrie du sexe

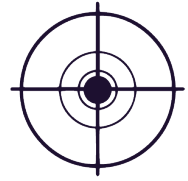
- ⊘ "procurer" ou "encourager" les personnes dans le travail du sexe
- ⊘ Racolage dans la rue
- ⊘ Proxénétisme
- Travailler avec des collègues ⊘
- Promouvoir ses services en ligne ⊘



criminels
sans valeur, à éliminer

Croyances dominantes/
narratifs

TDS =
une menace contre la paix et l'ordre
- contenue par la répression



15

CIBLES

- ⊕ TDS hyper visibles (noir.e.s, latinx, trans)
- ⊕ TDS migrant.e.s

CONSÉQUENCES SUR LES TDS

➡ Amplifie le pouvoir **punitif** et répressif de l'État :
arrestations, déportations, évictions, perte de la garde des enfants,
guerre contre les drogues, racisme dans les services de police et
dans le système de justice pénale



Violence & pouvoir de la police

- Extorsion
- Abus
- Viol...

➡ Conditions de travail dangereuses

TDS travaillent dans des endroits + isolés et inconnus
Accès limité ou absent {
aux services de santé
aux recours légaux contre les clients,
employeurs, propriétaires abusifs

LE MODÈLE NORDIQUE

LE BUT PRINCIPAL est de criminaliser les hommes qui payent pour le sexe et les tierces parties qui profitent de celui-ci
LA LOGIQUE est PAS DE DEMANDE = PAS DE TRAVAILLEUSE.EUR.S

SAUVER LES VICTIMES !

16

CONSÉQUENCES SUR LES TDS

➡ Augmente & intensifie les façons d'**HARCELER**, de **POURSUIVRE**, d'**ARRÊTER** et de **CRIMINALISER** les TDS

➡ leur pouvoir de négociations

- services
- argent
- port du condom

La "fin de la demande" rend les TDS plus **pauvres** et donc ++ **vulnérables**

➡ Les TDS prennent plus de risques

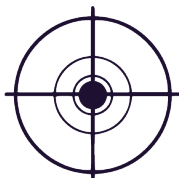
Les TDS sont évincé.e.s de leur logement

➡ Utilisation abusive des lois liées à la prostitution & immigration pour **DEPORTER** les TDS

LÉGALISATION / RÉGULARISATION

RÉGULARISE un volet légal de l'industrie du sexe tout en
CRIMINALISANT les TDS qui ne peuvent pas se conformer
aux lois de régularisation

Prostitué.e.s vu.e.s comme des corps
viciés et contagieux - vecteurs de
maladies ou symbole de désordre. DOIVENT
ÊTRE CONTRÔLÉ.E.S POUR LA SANTÉ PUBLIQUE !



CIBLES

La plupart des TDS précarisé.e.s qui ne peuvent pas
répondre aux exigences bureaucratiques (tests d'ITSS
obligatoires, enregistrement public comme TDS, etc.)

17

↳ DOIVENT DONC TRAVAILLER ILLÉGALEMENT

Les TDS au statut migratoire précaire
Les utilisatrice.eur.s de drogue
Les TDS séropositif.e.s

CONSÉQUENCES SUR LES TDS

↳ Les résultats séropositifs sont
rendus accessibles aux forces
de l'ordre

👉 Police comme régulateur =
corruption + empêche ceux
qui travaillent illégalement (les
+ à risques) d'avoir accès à de
l'assistance dans le besoin

↳ Les TDS séropos peuvent
être poursuivies pour
non-divulgation

👉 Mesures de zonage -
Éloignent les TDS de la communauté

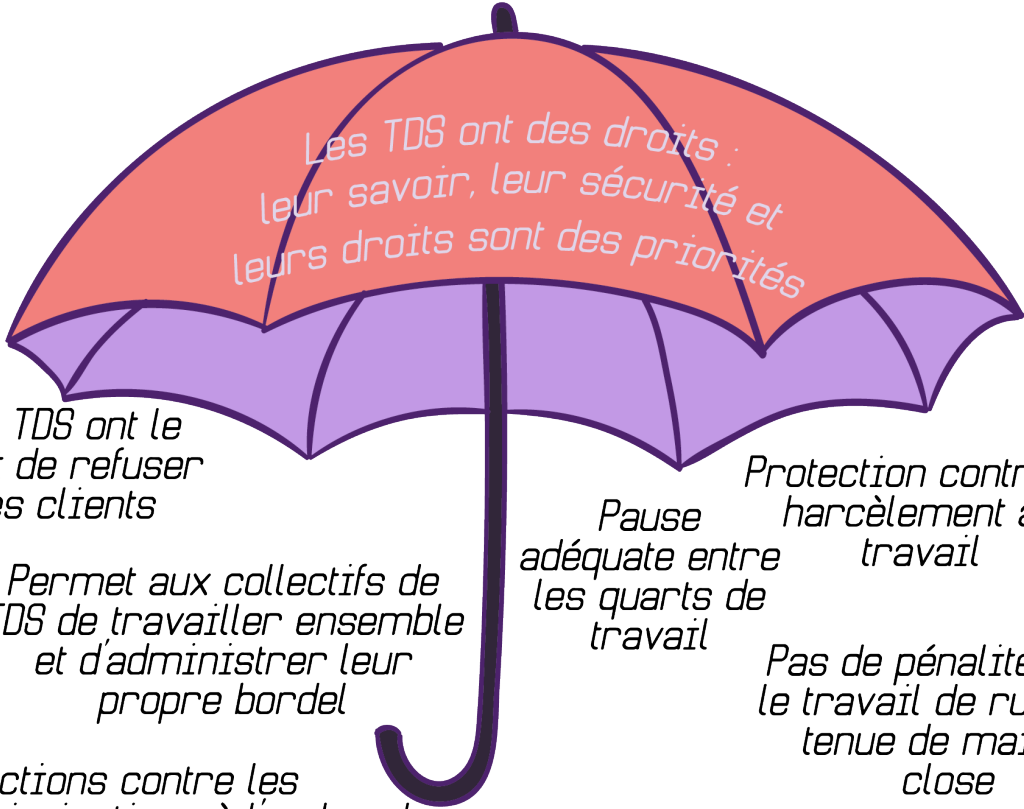
👉 Les TDS suspectant
être séropos
s'éloignent des
services de santé

👉 DE QUOI IL S'AGIT VRAIMENT

Prendre le pouvoir des TDS
Le donner aux clients, aux policiers et aux employeurs

DÉCRIMINALISATION COMPLÈTE

La vente, l'achat, et la facilitation du sexe commercial passe de la ~~sphère des lois criminelles~~ à celle des lois du travail et du commerce.



*Les TDS ont des droits :
leur savoir, leur sécurité et
leurs droits sont des priorités*

*Les TDS ont le
droit de refuser
des clients*

*Permet aux collectifs de
TDS de travailler ensemble
et d'administrer leur
propre bordel*

*Protections contre les
discriminations à l'embauche*

*Employeur = imputable selon
les lois du travail en vigueur*

*Pause
adéquate entre
les quarts de
travail*

*Protection contre le
harcèlement au
travail*

*Pas de pénalité pour
le travail de rue et la
tenue de maison
close*

*Les employeurs doivent
fournir le matériel de
protection nécessaire*

LA DÉCRIMINALISATION N'EST PAS UNE FIN EN SOI

Elle doit être accompagnée de multiples autres réformes qui protègent les populations les plus marginalisées et criminalisées, comme les personnes racisées, migrantes, queers, utilisatrices de drogue et sans-logis qui continuent d'être harcelées, surveillées et arrêtées !

En grève du travail du sexe contre les violences

Entretien avec Cari Mitchell du
English Collective of Prostitutes

Cari Mitchell est une ancienne travailleuse du sexe et membre de l'*English Collective of Prostitutes* (ECP), un réseau de travailleuses du sexe au Royaume-Uni qui travaillent autant dans la rue que derrière des portes closes et qui revendiquent la décriminalisation de leur travail et une plus grande sécurité.¹

En l'an 2000, l'English Collective of Prostitutes (ECP) a organisé une grève du travail du sexe qui s'inscrivait dans le cadre de la grève mondiale des femmes à l'occasion de la Journée internationale des femmes. La Global Women's Strike est une campagne internationale destinée aux organisations qui souhaitent mettre en avant le travail essentiel effectué par les femmes, qu'il soit non rémunéré ou sous-payé. Une grève du travail du sexe a été organisée à nouveau le 8 mars en 2014 et 2019 avec d'autres organisations de travailleuses du sexe. Les militantes du CATS (Comité autonome du travail du sexe à Montréal) ont demandé à Cari Mitchell de partager son expérience en tant que coorganisatrice de la grève.

19

CATS: Votre collectif existe depuis de nombreuses années et a adopté plusieurs stratégies politiques pour obtenir des droits pour les travailleuses du sexe. Comment la grève est-elle apparue comme une tactique pour obtenir la décriminalisation du travail du sexe ?

C.M.: Le collectif a commencé ses activités en 1975 et a été créé par des travailleuses du sexe immigrantes. Dès le début, nous avons demandé l'abolition des lois sur la prostitution et que de l'argent du gouvernement soit remis directement aux femmes pour que nous puissions arrêter le travail du sexe, si et quand nous le voulions. C'était et c'est encore surtout des femmes qui font le travail du sexe, surtout des mères et particulièrement des mères monoparentales qui font de leur mieux pour soutenir leur famille. Dans le ECP, nous nous battons également dans des affaires juridiques contre des charges comme le flânage, la sollicitation et la tenue de maisons closes. Peu importe ce pour quoi les gens viennent nous voir, nous les aidons. Nous sommes une organisation de différentes nationalités, races, âges, orientations sexuelles et de genres.

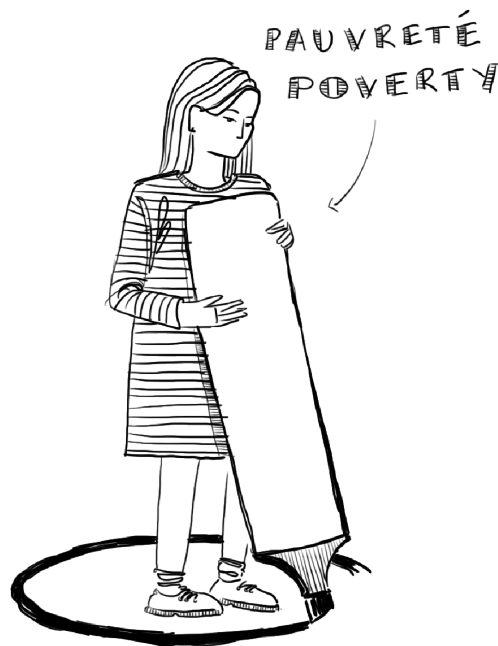
1. Vous pouvez en apprendre plus sur le ECP ici : <https://prostitutescollective.net/>

Nous nous organisons également avec d'autres organisations. Nous faisons également partie de la *Global Women's Strike* et de la campagne «*Care Income Now*»². Comme les autres femmes, nous voulons que le travail de donner naissance et d'élever la prochaine génération soit pris en compte, valorisé et rémunéré. En tant que travailleuses du sexe, nous savons qu'avec cet argent pour le travail que nous faisons déjà, la plupart d'entre nous n'auraient jamais eu à se lancer dans le travail du sexe. Nous souhaitons que les personnes dénonçant le nombre de femmes qui se prostituent à cause de la pauvreté et du manque d'alternatives économiques fassent plutôt pression sur le gouvernement pour que celles-ci obtiennent de l'argent.

Nous sommes basées au *Crossroads Women's Centre* à Londres et nous travaillons de près avec *Women Against Rape*, une organisation anti-raciste et contre les violences faites aux femmes.

Nous travaillons aussi avec des organisations pour les personnes en situation de handicap - un certain nombre de femmes dans notre organisation ont un handicap ou ont un enfant

20 ayant un handicap; elles travaillent pour couvrir les coûts associés à celui-ci. La *Queer Strike*, qui fait partie du mouvement LGBTQ au Royaume-Uni, est également une alliée, tout comme *Support, Not Separation* qui se bat pour que les enfants ne soient plus enlevés de leur mère - ce qui arrive dans une proportion effrayante, l'excuse étant de retirer les enfants de situations de pauvreté ou de violence conjugale. C'est très choquant. Nous connaissons plusieurs travailleuses du sexe qui ont commencé ce travail seulement pour nourrir leurs enfants, et qui après se les sont fait retirer par les services sociaux sous prétexte qu'elles n'étaient pas aptes à être mères.



Nous disposons également d'un réseau international, nous apprenons donc de toutes les expériences de ces groupes. Nous avons une organisation sœur à San Francisco, US PROS (The US PROStitutes Collective), ainsi qu'en Thaïlande, EMPOWER, qui est actuellement engagée dans une lutte massive pour la justice dans ce pays.

2. *Care Income Now* est une campagne internationale menée par la *Global Women's Strike* qui revendique un salaire au travail de soin pour toutes les personnes, peu importe leur genre, qui prennent soin des personnes, de l'environnement urbain et rural et la nature. Pour plus d'infos: <https://bit.ly/308p3qi>

Nous faisons campagne pour la décriminalisation comme cela a été fait en Nouvelle-Zélande en 2003, un modèle qui a démontré pouvoir améliorer la santé et la sécurité des travailleuses du sexe. Cette loi enlève le sexe consentant du Code criminel ce qui veut dire que la police doit prioriser la sécurité plutôt que la poursuite criminelle.

Il y a une longue histoire de femmes qui se mettent en grève pour demander la reconnaissance de leur travail gratuit et sous-payé. En 1975, les femmes d'Islande se sont mises en grève et tout le pays était complètement paralysé. C'était fantastique! Il y a des photos de milliers de femmes dans la rue. Alors que les femmes étaient en grève, les présentateurs de nouvelles devaient avoir leurs enfants avec eux en studio. Ils devaient s'occuper de leurs enfants pendant qu'ils présentaient les nouvelles sur les femmes en grève!

Ainsi, nous avons toujours su que l'arrêt de notre travail est une façon d'attirer l'attention, de soulever les enjeux qui doivent être soulevés. Lors de la Journée internationale des femmes en 2000, la *Global Women's Strike* organisait une grève des femmes dans plusieurs pays pour demander aux gouvernements de reconnaître et valoriser tout le travail gratuit que les femmes font. Les statistiques de l'ONU à l'époque montraient que les femmes faisaient les deux tiers du travail contre seulement 5% du revenu et 1% des avoirs totaux. À cette époque, nous travaillions déjà depuis quelque temps avec des travailleuses du sexe à Soho, quartier de Londres, qui est l'une des zones de *red light* les plus connues du pays. Les travailleuses du sexe qui y travaillent faisaient partie de notre réseau depuis plusieurs décennies et nous avons fait plusieurs campagnes avec elles contre le conseil local de Westminster qui fermait les appartements où les femmes travaillaient pour gentrifier le quartier. Les nombreuses travailleuses du sexe migrantes dans ce secteur étaient ciblées par la police qui les évinçait, les arrêtaient et les déportaient, en utilisant l'excuse de les sauver du trafic sexuel. En discutant avec elles, les travailleuses du sexe de Soho nous ont exprimé l'intérêt de se joindre à la grève à l'occasion de la Journée internationale des femmes. À cette époque, les femmes travaillaient surtout dans des appartements, où les clients viennent frapper à la porte et attendent pour rentrer. Le jour de la grève, ces appartements étaient fermés, et les travailleuses du sexe de Soho se sont jointes à celles de plusieurs autres endroits, qui travaillaient de différentes façons. Nous nous sommes toutes jointes à la *Global Women's Strike*.

Les femmes portaient des masques afin de ne pas être identifiées. Nous avons donc toutes porté des masques, alors personne ne pouvait dire qui était une travailleuse du sexe et qui n'en était pas une, et ce fut un succès fantastique. Nous avons reçu beaucoup de visibilité.

Une autre chose que nous faisons avec l'ECP est de faire connaître les réalités du travail du sexe - qui nous sommes et pourquoi nous le faisons, afin que les gens comprennent mieux de quoi il s'agit. Nous parlons des effets de la criminalisation sur notre sécurité et du fait que nous sommes des travailleuses comme les autres, pour la plupart des mères monoparentales qui font vivre leur famille, non seulement au Royaume-Uni, mais aussi dans d'autres pays. Bon nombre de travailleuses du sexe migrantes envoient de l'argent chez elles, partout dans le monde. Cette grève a donc été un grand pas en avant. Nous avons continué à travailler avec les travailleuses du sexe de Soho, alors que le conseil municipal de Westminster continuait de les talonner. L'une des choses terribles provoquées par leurs décisions a été la fermeture d'appartements, les amenant à travailler dans la rue. Tragiquement, une femme a été assassinée en 2000, peu après cette grève. Elle était très connue au sein de notre réseau. Nous savions tout d'elle: elle s'appelait Lizzie et elle a été assassinée parce qu'elle faisait le trottoir après avoir été évincée d'un appartement de Soho. Aucune travailleuse du sexe n'a jamais été assassinée quand elle travaillait dans un appartement de Soho. Il est 10 fois plus dangereux de travailler dans la rue que de travailler à l'intérieur avec d'autres.

22

Les lois sur la prostitution, qui font en sorte qu'il est illégal de travailler à plusieurs pour la sécurité, rendent invisible l'industrie et nous rendent toutes vulnérables. En vertu de ces lois sur le flânage et la sollicitation - soit le simple fait d'attendre sur le trottoir et de parler à un client - les travailleuses du sexe peuvent être jugées coupables avec comme seule preuve les paroles d'un policier. Quand vous êtes déclarées coupables, vous avez un dossier criminel, et il est presque impossible de vous en sortir et de vous trouver un autre emploi. Alors, vous êtes coincées! La police utilise maintenant l'ordre public pour forcer les femmes hors des endroits où il y a des familles vers des endroits isolés. Si vous travaillez en groupe pour la compagnie et la sécurité, vos collègues peuvent prendre la plaque d'immatriculation de votre client quand vous partez et vous pouvez le lui faire savoir. Cela n'est pas possible si vous devez travailler dans des endroits isolés pour éviter l'attention de la police. Là où il y a de la répression policière, la violence et les meurtres de travailleuses du sexe augmentent.



À l'intérieur, il n'est pas illégal d'échanger de l'argent contre des services sexuels, mais tout ce qui doit être fait pour le faire de façon sécuritaire est contraire à la loi. L'aménagement et la gestion d'un appartement, la publicité et le paiement du loyer sont tous des actes illégaux. En d'autres mots, il est illégal de travailler en sécurité dans ce pays! Travailler ensemble veut aussi dire que vous pouvez vous assurer de la sécurité des unes et des autres et apprendre de vos collègues, non seulement sur comment assurer votre sécurité en travaillant, mais aussi comment avoir l'argent en premier, comment interagir avec les clients et comment faire le travail le plus vite possible. Un des problèmes de la répression policière est que nous sommes forcées de travailler seules.

Les pensées ont évolué - la presse, qui nous décrivait autrefois comme des filles de joie, n'ose plus le faire. On a beaucoup plus de respect pour les travailleuses du sexe. Le public est beaucoup plus conscient de qui sont les travailleuses du sexe. Il sait que plusieurs d'entre nous sont des mères, des migrantes, des personnes trans, des femmes racisées; il sait que nous sommes toutes des femmes vulnérables qui n'ont guère d'autres choix que le travail du sexe. La grève a donc été vraiment efficace pour susciter ces changements.

Les dernières grèves dans le cadre de la Journée internationale des femmes ont été organisées par d'autres organisations de travailleuses du sexe, mais nous avons été très présentes, en particulier pour celles de 2014 et 2019. Nous nous sommes organisées pour faire sortir les travailleuses dans la rue. Ce fut donc un grand succès. Les choses avancent. On n'en a pas toujours l'impression, mais les choses avancent.

23

CATS: Votre mouvement est en faveur de la décriminalisation et non de la légalisation. Pouvez-vous expliquer pourquoi vous pensez que ce modèle est la meilleure option pour les travailleuses du sexe ?

C.M.: Tout d'abord, la décriminalisation, gagnée en Nouvelle-Zélande en 2003, a eu un succès retentissant. Elle a été intégrée à la législation sur la santé et la sécurité. Les travailleuses du sexe affirment qu'elles ont plus de droits et une plus grande protection, et que leurs signalements à la police ne seront pas utilisés contre elles. Ce contexte favorise une réduction des actes violents, car les hommes savent qu'ils peuvent être dénoncés à la police et être poursuivis. Cela fait une énorme différence sur la sécurité des travailleuses du sexe et nous pensons que cela devrait être la norme partout.

La légalisation est une situation complètement différente. C'est de la prostitution gérée par l'État. Il devient nécessaire de s'inscrire auprès des autorités pour travailler légalement et la plupart ne peuvent pas faire cela. Cela crée un système à deux paliers: si vous pouvez vous permettre de vous identifier comme travailleuse du sexe, vous pouvez travailler dans les secteurs légalisés, mais la plupart d'entre nous ne peuvent pas être identifiées. Qui sait ce qui peut arriver si l'école de votre enfant, une travailleuse sociale ou les autorités sanitaires l'apprennent. Ce n'est tout simplement pas quelque chose que la plupart d'entre nous peuvent faire. D'ailleurs, dans les pays où il existe une légalisation, la plupart des travailleuses du sexe ne s'enregistrent pas et continuent à travailler illégalement. Dans les zones des Pays-Bas où il est connu que les personnes travaillent à l'extérieur, une personne qui entre dans la zone peut être identifiée comme une travailleuse du sexe. Au niveau international, les travailleuses du sexe ne font pas campagne pour la légalisation, nous faisons campagne pour la décriminalisation. Nous ne voulons pas être contrôlées par l'État, ni que notre façon de travailler le soit, ou encore l'endroit où nous travaillons.

CATS: Votre grève s'inscrivait dans le cadre d'une grève plus large des femmes au Royaume-Uni et à l'échelle internationale à l'occasion de la Journée internationale des femmes, afin d'attirer l'attention sur l'exploitation du travail des femmes dans tous les aspects de leur vie. Comment pensez-vous que le fait d'être une travailleuse du sexe peut se comparer à d'autres travaux féminisés ou non rémunérés comme les soins et le ménage?

24

C.M.: À bien des égards, c'est le même travail. Les clients viennent nous voir non seulement parce qu'ils veulent du sexe, mais aussi parce qu'ils veulent une personne qui leur soit sympathique, qui les écoute. Ça peut être pour un quart d'heure, pour une demi-heure, pour une heure, ou pour plus longtemps. Ils recherchent de l'intimité et veulent sentir qu'on s'occupe d'eux, qu'ils sont au centre de l'attention de quelqu'un pour un moment.

En fait, une des femmes de notre réseau faisait du travail sexuel avec un client, et agissait comme aide-soignante auprès de lui, c'était deux métiers qu'elle exerçait avec la même personne. Elle nous rapportait trouver beaucoup plus exigeant le travail d'aide-soignante que le travail du sexe. En 2017, nous avons réalisé une enquête et nous avons constaté que beaucoup d'autres emplois étaient décrits par les femmes comme de l'exploitation et

comme étant dangereux³. Le travail du sexe est l'un des emplois les plus dangereux, uniquement parce que les hommes violents savent qu'ils peuvent s'en tirer en étant violents envers nous. Ils savent que nous n'allons pas porter plainte aux autorités pour ne pas être poursuivies. C'est comme ça.

Donc, cette enquête était vraiment éclairante. Nous sommes allées à la Chambre des communes pour en faire le lancement. Il nous a été très utile de démontrer que beaucoup d'autres emplois sont décrits comme des emplois d'exploitation et dangereux. Le travail du sexe n'est pas unique en son genre.

Dans le travail du sexe, il est possible de gagner un peu plus d'argent en un peu moins de temps. C'est très important, surtout si vous êtes une mère ou si vous exercez un autre travail, par exemple en travaillant dans une banque ou ailleurs, et que le travail du sexe sert à compléter votre faible salaire. Plusieurs se retrouvent dans cette situation. De plus, l'accès aux emplois dans ce pays est tout autre pour les personnes migrantes. Plusieurs d'entre elles n'ont pas le droit de chercher un emploi. Sans oublier tou·te·s ceux et celles vivant dans la pauvreté et affecté·e·s par les discriminations, ce qui est le cas des personnes trans et des femmes racisées constamment confrontées au racisme sur le marché du travail. C'est pourquoi autant de personnes sont poussées vers l'industrie du sexe.

25

CATS: Comment organise-t-on concrètement une grève du travail du sexe? Comment faire en sorte que tout le monde puisse y participer, même les plus précaires? La *whorearchy* (la hiérarchisation des différents types de travail du sexe, certains étant plus respectables comme le strip-tease ou la webcam que le travail du sexe incluant un service complet⁴, en particulier celles qui travaillent dans la rue) est l'un des facteurs qui influencent le degré de criminalisation dont une personne fera l'objet. Cela a-t-il été un problème lors de l'organisation de la grève et comment pouvez-vous y remédier?

C.M.: Nous sommes actives depuis longtemps, nous avons un très grand réseau dans tout le pays, comme à l'international. Nous nous organisons avec des personnes qui travaillent de différentes manières, à l'intérieur et à l'extérieur, et tout le monde était invité à se joindre

3. Le rapport «*What's A Nice Girl Doing In A Job Like This: a comparison between sex work and other jobs commonly done by women*» peut être retrouvé en ligne sur le site de l'ECP : <https://prostitutescollective.net/>

4. Dans le jargon, un service complet est un service qui inclut une pénétration.

à la grève de l'année 2000. Les rencontres d'organisation réunissaient des personnes qui travaillaient non seulement à Soho, mais aussi d'autres endroits. Nous nous sommes assurées que tout le monde puisse faire des suggestions. Nous avons également veillé à assurer la possibilité de demeurer méconnaissable, et qu'il serait possible de participer sans devoir s'identifier comme travailleuse du sexe et compromettre sa sécurité. La sécurité des femmes ne serait pas compromise puisque tout le monde porterait des masques.

Sans égard à leur façon de travailler, les strip-teaseuses comme les personnes travaillant en ligne ont pris part à la grève. Nous étions vraiment déterminées à ne pas être divisées selon nos façons de travailler. Nous sommes toutes affectées d'une certaine manière par les lois, peu importe comment nous travaillons, mais pour nous c'était très important de mettre à l'avant-plan la situation des personnes qui travaillent dans la rue, qui sont les plus confrontées aux lois, les plus stigmatisées et les plus vulnérables vis-à-vis de la police et d'autres violences. C'est donc ainsi qu'on nous connaît; on ne tolérera pas de reproches sur la façon dont les gens travaillent, ce n'est tout simplement pas à l'ordre du jour. Nous travaillons toutes pour l'argent parce que nous en avons besoin et nous choisissons de travailler de différentes manières, selon ce qui convient le mieux à notre vie. Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons réussi à organiser la grève de 2000 et celles qui ont suivi. Parce qu'elles savaient que nous ne serions pas divisées les unes contre les autres.

CATS: Ici, à Montréal et dans le reste du Canada, la plupart des syndicats et des organisations féministes traditionnelles sont toujours en faveur du modèle nordique⁵. Comment était-ce d'organiser une grève du travail du sexe au sein d'un mouvement féministe plus large? Comment avez-vous fait pour développer une alliance avec la gauche et le mouvement féministe?

C.M.: Les féministes condamnant la prostitution ont toujours été là, mais à l'époque, en 2000, elles n'étaient pas vraiment intéressées à se dresser contre nous, et les syndicats non plus. Depuis, le modèle nordique est devenu un enjeu à traiter. Nous saisissons toutes les occasions pour l'aborder, par exemple en allant à des conférences syndicales, en nous exprimant lors d'entrevues avec des féministes dans les médias. Il est évident que la criminalisation des client·e·s ne nous aidera pas, mais qu'elle poussera tout le monde dans la clandestinité et augmentera la stigmatisation. Tous les pays où le modèle nordique a été implanté ont connu une augmentation de la violence contre les travailleuses du sexe. Ces femmes qui se proclament féministes sont en fait le plus grand obstacle à la

5. Essentiellement, la criminalisation des clients et des tiers partis.

décriminalisation. Si elles allaient plutôt voir le gouvernement pour lui dire : «*Eh bien, nous ne pensons pas que les femmes devraient se prostituer, mais nous pensons que les femmes devraient avoir suffisamment d'argent pour ne pas avoir à le faire*», ce serait formidable! Mais ce n'est pas ce qu'elles font; elles adoptent un point de vue moral pour dénoncer la prostitution et en font leur carrière en s'y opposant comme politiciennes, journalistes ou académiciennes. Lors de la grève internationale des femmes en 2000, il y avait des milliers et des milliers de femmes qui marchaient dans les rues. Il y avait des groupes de féministes qui se tenaient sur le bord de la rue avec des pancartes bizarres, mais elles n'ont jamais été en mesure de contrer ce que les travailleuses du sexe affirmaient publiquement.

La sécurité des femmes est un sujet que le gouvernement ne devrait pas pouvoir argumenter. Nous avons ici un prestigieux comité gouvernemental qui a passé un an à faire une vaste recherche sur la prostitution et qui a recommandé en 2016 sa décriminalisation, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Aussi, que les dossiers criminels pour prostitution soient effacés afin que les travailleuses du sexe puissent trouver un autre emploi. Il a aussi été recommandé que la prostitution ne soit pas confondue avec la traite humaine. Mais ces recommandations n'ont pas été prises en compte; le gouvernement a déclaré qu'il fallait faire plus de recherches ce qui signifie juste plus d'argent entre les mains de certain·e·s universitaires. Mais même les universitaires qui ont fait plus de recherches n'ont pas été capables de présenter le genre de contre-rapport qu'ils et elles voulaient tant produire.

Les lois doivent changer et elles changeront. Avant, une femme divorcée était considérée comme une traînée, mais plus maintenant, les choses ont changé, il y a eu un mouvement de femmes. La décriminalisation aura lieu parce que les travailleuses du sexe sont un élément clé du mouvement international de femmes.

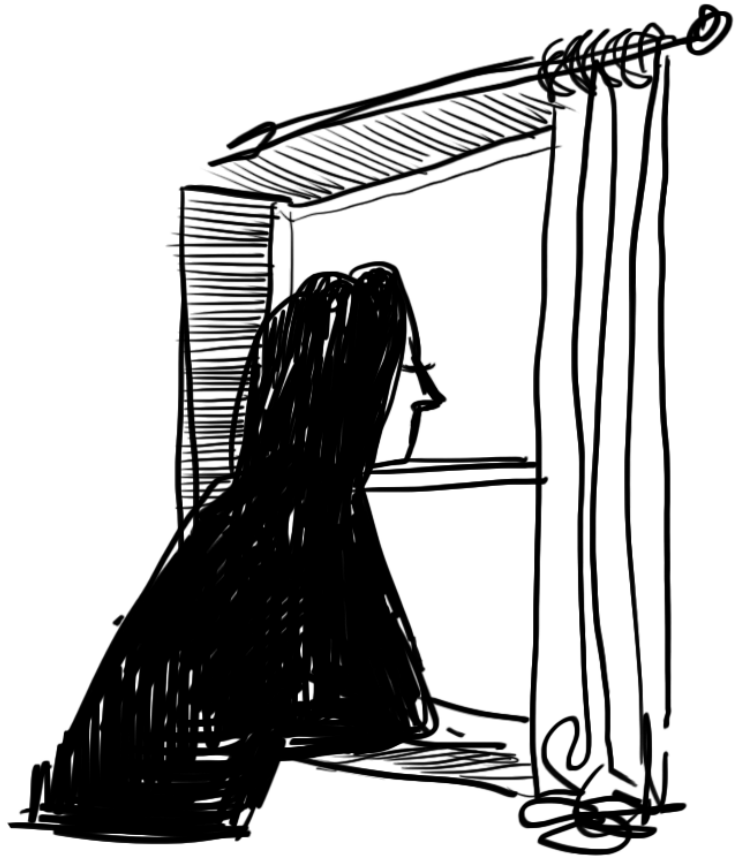


CATS: La critique des frontières et la façon dont elles sont presque toujours exclues du discours sur la traite des êtres humains semblent constituer une grande partie de votre campagne. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet ?

C.M.: Nous avons beaucoup de femmes migrantes dans notre réseau et beaucoup d'entre elles demandent l'asile, fuyant d'autres pays et essaient de survivre. Selon la législation du Royaume-Uni, les demandeur·se·s d'asile sont censé·e·s vivre avec 37 £ par semaine⁶; c'est une somme dérisoire! Donc, pour survivre et peut-être pour envoyer de l'argent chez elles, le travail du sexe est l'une des options qui s'offrent à ces femmes.

Nous savons également de notre expérience, non seulement à Soho, mais aussi dans d'autres villes du pays, que la police cible les femmes migrantes sous prétexte de sauver les femmes des trafiquants. Nous en avons fait une priorité de contrer ce discours. Par exemple, à Soho, les femmes disent : *«Écoutez, on ne nous force pas, nous travaillons ici parce que nous devons travailler et envoyer de l'argent à notre famille. Chaque centime que nous gagnons, nous l'envoyons à notre famille»*. La seule contrainte à laquelle nous sommes soumises est celle de ne pas avoir assez d'argent sans faire le travail du sexe.

Les meilleures recherches ont montré que moins de 6 % des travailleuses du sexe migrantes sont victimes de la traite. C'est pourquoi, lorsque nous nous exprimons publiquement, nous nous assurons de contredire la publicité que la police reçoit lorsqu'elle effectue des descentes.



6. Équivalent à 64\$ CAD

Il est clair que ces descentes n'ont rien à voir avec le sauvetage des femmes de la traite, mais plutôt avec le programme d'immigration du gouvernement, qui consiste à expulser le plus grand nombre possible de personnes migrantes. Les femmes qui sont arrêtées sont souvent envoyées dans les centres de détention pour personnes migrantes et souvent expulsées contre leur volonté. C'est terrible.

CATS: Selon vous, quelles sont les prochaines étapes du mouvement des travailleuses du sexe au Royaume-Uni ? Quel est l'impact de la COVID sur la façon dont vous vous mobilisez ?

C.M.: Je suis sûr que c'est la même chose dans votre pays, mais la COVID n'a fait qu'exacerber tous les enjeux. Tout d'abord, tout le monde a essayé d'arrêter de travailler. Les gens étaient et sont toujours dans cet horrible dilemme : soit vous arrêtez de travailler pour ne pas rendre votre famille vulnérable au virus, soit vous n'avez pas d'argent pour les nourrir. Et vous ne pouvez pas payer votre propriétaire si vous travaillez à l'intérieur. Ou vous pouvez aussi décider de continuer à travailler et avoir un peu d'argent, mais vous devez alors être très très prudentes avec les clients et la police qui peut vous poursuivre.

Les personnes qui ont continué à travailler ont pris des précautions très strictes avec les clients. Pendant le confinement, plusieurs ont pratiquement arrêté parce qu'elles craignaient que leurs voisins, la police ou autres autorités ne les attrapent d'une manière ou d'une autre et d'avoir des ennuis avec la justice, puis d'avoir une autre situation à gérer. De manière horrible, la répression policière s'est poursuivie dans plusieurs zones, ce qui est scandaleux.

Certaines organisations de travailleuses du sexe ont fait un excellent travail pour collecter des fonds pour celles qui ne pouvaient pas continuer à travailler, et nous avons aidé à distribuer cet argent aux personnes de notre réseau qui en avaient besoin. Mais nous avons décidé, pendant que ce travail de qualité se poursuivait, que nous nous concentrerions à faire pression sur le gouvernement pour qu'il reconnaisse le travail des travailleuses du sexe, qu'il accorde une amnistie aux arrestations et pour que les travailleuses du sexe puissent facilement avoir accès à tous les types de revenus d'urgence. Mais le gouvernement n'a pas mis de l'avant la moindre mesure pour permettre aux travailleuses du sexe d'obtenir cet argent. Nous nous sommes assurées, dans notre campagne publique, que ce point soit visible et cela a, en fait, réuni quelques membres du parlement. Nous avons demandé à tout le monde sur notre liste de diffusion d'écrire à leur député local et de faire pression sur ceux-ci pour qu'ils soulèvent ces questions au parlement, et certains l'ont fait. Le

gouvernement nous est revenu en disant : «*les gens peuvent avoir accès à une prestation appelée Crédit universel*», qui est très difficile à obtenir, qui prend du temps à se rendre jusqu'à vous et qui ne suffit pas pour vivre. Aujourd'hui, les gens sont bien plus au courant que ces prestations sont très faibles, car de nombreuses personnes dans ce pays doivent y recourir d'une manière ou d'une autre pour survivre pendant cette période de COVID.

La COVID a rendu clairs beaucoup d'enjeux, à commencer par la quantité de travail de soin que font les femmes, en s'assurant que les personnes dans les communautés aient suffisamment de nourriture, que tout le monde aille bien. Elle a également clarifié la brutalité du gouvernement. Par exemple, dans les résidences de soins⁷, les personnes âgées n'étaient pas du tout protégées contre le virus. On envoyait les personnes dépistées positives des hôpitaux vers les résidences de soins, et bien sûr, des centaines et des milliers de personnes âgées sont mortes. Mais le gouvernement en est très heureux; il n'a pas eu à payer leurs pensions! Le gouvernement vient d'annoncer que des milliards de Livres sterling iront à l'armée, donc nous savons qu'il y a de l'argent. Il a dû organiser tout un système de permission pour que les gens reçoivent 80% de leurs salaires s'ils sont temporairement licenciés. Nous savons donc que l'argent est là et nous savons qu'ils nous ont menti quand ils nous ont dit qu'il n'y avait pas d'argent. Il est très clair qu'ils ne se sont pas organisés pour s'assurer que les travailleur·euse·s des hôpitaux et des résidences de soins bénéficient de toute la protection dont iels avaient besoin. C'est la même chose avec les travailleuses du sexe, ils ne se soucient pas vraiment de savoir si nous vivons ou mourons. Je pense que les gens sont encore plus sceptiques qu'avant à l'égard du gouvernement.

Quand on parle du travail du sexe, il est clair que la criminalisation sert à nous diviser : il y a les bonnes et les mauvaises filles. Les bonnes filles travaillent dans un supermarché et les mauvaises filles font du travail du sexe. On continue de nous criminaliser parce que sinon, nous serions dans une position où nous pensons que plus d'argent nous est dû de la part du gouvernement. Nous ne nous laisserons pas diviser ainsi, de la même manière que nous ne nous laissons pas diviser par la façon dont nous travaillons. En Nouvelle-Zélande, la décriminalisation n'a pas entraîné une augmentation énorme du nombre de personnes qui s'adonnent au travail du sexe, car cela dépend plutôt de la situation financière du pays. C'est seulement que vous n'êtes pas criminalisées pour avoir gagné de l'argent de cette façon. Les gouvernements doivent soutenir le mouvement international des travailleuses du sexe et si on appuie notre lutte sur notre sécurité et nos droits, nous allons gagner!

Pour en savoir plus sur le CATS

.....cats-swac-mtl.org

Pour nous suivre sur Twitter

.....[@CatsMtl](https://twitter.com/CatsMtl)

Pour nous suivre sur Instagram

.....[@cats_swac_mtl](https://www.instagram.com/cats_swac_mtl)

Pour nous suivre sur Facebook

.....[CATS - Comité autonome du travail du sexe](https://www.facebook.com/CATS-Comité-autonome-du-travail-du-sexe)

Pour vous impliquer avec nous, écrivez-nous à

.....cats.swac.mtl@gmail.com

